

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1938

[2004/201572]

29 AVRIL 2004. — Décret relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1^o transport médico-sanitaire : tout transport de patients par ambulance, à l'exception des transports visés par la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente;

2^o patient : toute personne dont l'état médical exige un transport en ambulance;

3^o ambulance : véhicule aménagé pour le transport et l'administration des soins aux malades et aux blessés. Ce véhicule doit être équipé pour le transport des patients couchés et des patients nécessitant une surveillance médicale particulière;

4^o service de transport médico-sanitaire : toute personne physique ou morale exerçant un transport médico-sanitaire en Région wallonne de langue française;

5^o ambulancier : toute personne ayant les compétences visées à l'article 4, § 1^{er}, 3^o, qui pratique le transport médico-sanitaire.

Art. 3. § 1^{er}. Tout service de transport médico-sanitaire doit être agréé.

Pour être agréés, les services de transport médico-sanitaire doivent respecter les normes établies par ou en vertu du présent décret.

L'agrément est octroyé par le Gouvernement pour une durée maximale de cinq ans.

§ 2. Un agrément provisoire est accordé, pour une durée de six mois renouvelable une fois, aux services de transport médico-sanitaire non urgent qui font une première demande.

§ 3. En cas de non-respect des normes, le Gouvernement peut retirer l'agrément ou l'agrément provisoire.

Si un manquement grave aux normes susceptible de porter préjudice à la santé ou à la sécurité des personnes transportées est constaté, le Gouvernement procède au retrait urgent de l'agrément ou de l'agrément provisoire.

§ 4. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de retrait et de retrait urgent de l'agrément et de l'agrément provisoire. Il fixe aussi les règles de renouvellement de l'agrément.

Il prévoit notamment la possibilité pour le service concerné de faire valoir son point de vue préalablement à tout retrait de l'agrément ou de l'agrément provisoire ou à tout refus de renouvellement de l'agrément.

§ 5. Un recours administratif est ouvert contre les décisions de refus d'agrément ou de renouvellement d'agrément, de retrait et de retrait urgent d'agrément ou d'agrément provisoire.

Le recours contre les décisions de retrait est suspensif.

Le recours contre les décisions de refus de l'agrément ou de refus du renouvellement de l'agrément ainsi que de retrait urgent n'est pas suspensif.

Le Gouvernement fixe les procédures de recours.

Il prévoit notamment la possibilité pour le service concerné de faire valoir son point de vue.

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement agréé les services de transport médico-sanitaire qui répondent ou, si certaines normes ne peuvent être remplies qu'en cours de fonctionnement, s'engagent à répondre aux normes définies par le Gouvernement et qui concernent :

1^o la tarification des services, en considérant le coût de la prise en charge, le nombre de kilomètres parcourus et la manière de le fixer, les suppléments admissibles et leur coût maximal;

2^o l'affichage des tarifs ainsi que les mentions devant figurer sur la facture;

3^o les qualifications requises des ambulanciers et les équivalences à ces qualifications, ainsi que la formation continuée des ambulanciers. Deux personnes ayant les qualifications d'ambulancier doivent être présentes lors de chaque transport de patient;

4^o les modalités de contrôle de la qualité et du prix des services offerts;

5^o l'hygiène;

6^o les fonctions qui doivent être exercées par les services de transport médico-sanitaire;

7^o les modalités de collaboration avec un pharmacien;

8^o les moyens logistiques et humains nécessaires pour garantir un transport approprié en fonction de l'état de santé du patient;

9^o les spécificités de l'ambulance;

10^o l'équipement médico-ambulancier de l'ambulance.

§ 2. Pour être agréés, les services de transport médico-sanitaire doivent contracter pour le service et pour chaque membre de son personnel une assurance en responsabilité civile.

Art. 5. § 1^{er}. Toute personne intéressée peut adresser une plainte relative au fonctionnement d'un service de transport médico-sanitaire à l'administration ou au Gouvernement. Toute plainte est instruite par l'administration.

La plainte fait l'objet d'un accusé de réception dans les dix jours.

§ 2. L'administration à qui une plainte a été adressée en informe sans délai le Gouvernement. Le responsable du service médico-sanitaire est également informé de toute plainte le concernant dans le respect de l'anonymat du plaignant.

§ 3. Lorsqu'une médiation s'avère possible, l'administration peut agir en conciliation et formuler des recommandations qui lui semblent de nature à apporter une solution.

§ 4. L'administration adresse au Gouvernement un rapport sur les informations qu'elle a pu recueillir.

Le responsable du service médico-sanitaire informe sans délai l'administration des suites qu'il a réservées à la plainte.

Le Gouvernement ou l'administration informe le plaignant et le responsable du service médico-sanitaire de la suite réservée à la plainte.

Art. 6. Sont punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 euros ou d'une de ces peines seulement ceux qui exercent une activité de transport médico-sanitaire sans être titulaires d'un agrément ou d'un agrément provisoire.

Sont punis d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de 100 à 1.000 euros ou d'une de ces peines seulement ceux qui contreviennent aux autres règles établies par ou en vertu du présent décret.

Art. 7. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires et agents chargés de veiller au respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'application.

Ces fonctionnaires et agents peuvent pénétrer dans les services de transport médico-sanitaire ou dans les ambulances et se faire fournir tous documents et renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Ils peuvent interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance.

Ils établissent des rapports de leurs constatations qui valent jusqu'à preuve du contraire. Une copie du rapport est envoyée au contrevenant dans un délai de quinze jours qui suit le jour du constat de l'infraction.

Ils peuvent recourir à la force publique pour l'exercice de leur mission.

Les fonctionnaires désignés ont la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ces fonctionnaires sont tenus de prêter devant le juge de paix de leur domicile le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Art. 8. Le Gouvernement fixe les règles selon lesquelles les services de transport médico-sanitaire en activité au jour de l'entrée en vigueur du présent décret pourront continuer à exercer leurs activités jusqu'au jour où il sera statué sur leur demande d'agrément.

Il fixe aussi les dispositions transitoires relatives à la qualification et à la formation des ambulanciers en activité au jour de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 9. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 avril 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 676 (2003-2004) N^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral. — Discussion et vote. Séance publique du 28 avril 2004.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1938

[2004/201572]

29 APRIL 2004. — Decreet betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° medisch-sanitair vervoer : elk vervoer van patiënten per ambulance, met uitzondering van het vervoer bedoeld in de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening;

2° patiënt : elke persoon wiens medische toestand vervoer per ambulance vereist;

3° ambulance : voertuig ingericht voor het vervoer van en de zorgverlening aan zieken en gekwetsten. Dat voertuig is uitgerust voor het vervoer van liggende patiënten en van patiënten die een bijzonder medisch toezicht vereisen;

4° dienst voor medisch-sanitair vervoer : elke natuurlijke of rechtspersoon die medisch-sanitair vervoer verricht in het Franse taalgebied van het Waalse Gewest;

5° ambulancier : elke persoon die beschikt over de bevoegdheden bedoeld in artikel 4, § 1, 3°, om medisch-sanitair vervoer te verrichten.

Art. 3. § 1. Elke dienst voor medisch-sanitair vervoer moet erkend zijn.

Om erkend te worden voldoen de diensten voor medisch-sanitair vervoer aan de normen opgelegd bij of krachtens dit decreet.

De erkenning wordt voor maximum vijf jaar door de Regering toegekend.

§ 2. Een voorlopige erkenning wordt voor een eenmalig hernieuwbare duur van zes maanden toegekend aan de diensten voor niet dringend medisch-sanitair vervoer die een eerste aanvraag indienen.

§ 3. Als de normen niet in acht worden genomen, kan de Regering de erkenning of de voorlopige erkenning intrekken.

Bij vaststelling van een ernstige overtreding van de normen die schadelijk kan zijn voor de gezondheid of de veiligheid van de vervoerde personen, wordt de erkenning of de voorlopige erkenning onmiddellijk door de Regering ingetrokken.

§ 4. De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning, de intrekking en de dringende intrekking van de erkenning en de voorlopige erkenning. Ze bepaalt eveneens de regels voor de hernieuwing van de erkenning.

Ze geeft betrokken dienst o.a. de mogelijkheid om zijn standpunt te laten gelden vóór elke intrekking van de erkenning of voorlopige erkenning of vóór elke weigering van hernieuwing van de erkenning.

§ 5. Een administratief beroep wordt ingesteld tegen alle beslissingen tot weigering van erkenning of hernieuwing van erkenning, van intrekking en dringende intrekking van de erkenning of de voorlopige erkenning.

Het beroep tegen de beslissingen tot intrekking is opschortend.

Het beroep tegen de beslissingen tot weigering van de erkenning of tot weigering van hernieuwing van de erkenning, alsook tot dringende intrekking is niet opschortend.

De Regering legt de beroepsprocedures vast.

Zij voorziet o.a. in de mogelijkheid voor betrokken dienst om zijn standpunt te laten gelden.

Art. 4. § 1. De Regering erkent de diensten voor medisch-sanitair vervoer die voldoen aan de door haar voorgeschreven normen of, als bepaalde normen slechts tijdens de werkingsduur vervuld kunnen worden, aan de diensten die zich ertoe verbinden aan die normen te voldoen en die betrekking hebben op :

1° de tarifiering van de diensten, met inachtneming van de kosten voor de tenlasteneming, het aantal afgelegde kilometers en de wijze waarop het berekend wordt, de toelaatbare toeslagen en de maximale kost ervan;

2° het aanplakken van de tarieven, alsmede de gegevens die de factuur moet vermelden;

3° de vereiste kwalificaties van de ambulanciers en de gelijkstellingen met die kwalificaties, alsook hun permanente opleiding. Bij elke patiëntenvervoer zijn twee personen aanwezig die over de kwalificaties van ambulancier beschikken;

4° de modaliteiten voor de controle op de kwaliteit en de prijs van de geboden diensten;

5° de hygiëne;

6° de door de diensten voor medisch-sanitair vervoer te vervullen functies;

7° de modaliteiten voor de samenwerking met een apotheker;

8° de nodige logistieke en menselijke middelen om een vervoer te waarborgen dat aan de gezondheidstoestand van de patiënt beantwoordt;

9° de specificiteiten van de ambulance;

10° de medische uitrusting van de ambulance.

§ 2. Om erkend te worden sluiten de diensten voor medisch-sanitair vervoer een verzekering inzake burgerlijke aansprakelijkheid voor de dienst en voor elk lid van zijn personeel.

Art. 5. § 1. Elke belanghebbende kan bij de administratie of bij de Regering een klacht indienen i.v.m. de werking van een dienst voor medisch-sanitair vervoer. Elke klacht wordt door de administratie behandeld.

De klacht is het voorwerp van een bericht van ontvangst binnen tien dagen.

§ 2. De administratie waar de klacht wordt ingediend verwittigt onmiddellijk de Regering. De verantwoordelijke van de medisch-sanitaire dienst wordt eveneens in kennis gesteld van elke klacht die hem betreft, met inachtneming van de anonimiteit van de klager.

§ 3. Als er een bemiddelingsmogelijkheid bestaat, kan de administratie aanzetten tot een minnelijke schikking en aanbevelingen formuleren die volgens haar tot een oplossing kunnen leiden.

§ 4. De administratie bezorgt de Regering een verslag over de gegevens die ze heeft kunnen inwinnen.

De verantwoordelijke van de medisch-sanitaire dienst geeft de administratie zo spoedig mogelijk kennis van de gevolgen die hij aan de klacht heeft gegeven.

De Regering of de administratie geeft de klager en de verantwoordelijke van de medisch-sanitaire dienst kennis van het gevolg dat aan de klacht werd gegeven.

Art. 6. Degenen die een activiteit van medisch-sanitair vervoer uitoefenen zonder erkenning of voorlopige erkenning worden gestraft met drie maanden à twee jaar opsluiting en met een boete van 1.000 à 10.000 euro of slechts met één van die straffen.

Degenen die de andere regels overtreden die bij of krachtens dit decreet worden voorgeschreven, worden gestraft met veertien dagen à zes maanden opsluiting en met een boete van 100 à 1.000 euro of met één van die straffen.

Art. 7. De Regering wijst de ambtenaren en personeelsleden aan die zullen toezien op de naleving van de bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Die ambtenaren en personeelsleden mogen de diensten voor medisch-sanitair vervoer de ambulances binnenstappen en verzoeken om alle stukken en gegevens die ze nodig achten om hun opdracht te vervullen.

Ze mogen elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennis nuttig is om toezicht uit te oefenen.

Hun vaststellingen worden in een verslag opgenomen en blijven geldig behoudens tegenbewijs. Een afschrift van het verslag wordt naar de overtreder gestuurd binnen veertien dagen na de dag waarop de overtreding is vastgesteld.

Ze mogen een beroep doen op de openbare macht om hun opdracht te vervullen.

De aangewezen ambtenaren hebben de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie hulpofficier van de procureur des Konings. Die ambtenaren moeten voor de vrederechter van hun woonplaats de eed afleggen die bij het decreet van 20 juli 1831 opgelegd wordt.

Art. 8. De Regering bepaalt de regels op grond waarvan de diensten voor medisch-sanitair vervoer die functioneren op de datum van inwerkingtreding van dit decreet hun activiteiten zullen mogen blijven uitoefenen tot de dag waarop over hun aanvraag om erkenning beslist zal worden.

Ze voorziet ook in de overgangsbepalingen voor de kwalificatie en de opleiding van de ambulanciers die hun activiteit uitoefenen op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 9. De Regering legt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 april 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004*

Stukken van de Raad 676 (2003-2004) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag. — Bespreking en stemming. Openbare vergadering van 28 april 2004.

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1939

[2004/201576]

22 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables, notamment les articles 15, 18 et 22;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 5 avril 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 15, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables, il est ajouté in fine un alinéa, rédigé comme suit :

« La fonction de coordination peut être exercée par le membre du personnel licencié dans le domaine des sciences humaines ou sociales visé à l'article 20, 2^o et 3^o. »

Art. 3. Dans l'article 18 du même arrêté :

1^o à l'alinéa 2, les mots « entre 18 heures et 20 heures » sont remplacés par les mots « entre 17 heures et 19 heures »;

2^o il est ajouté un 3^o alinéa, rédigé comme suit :

« Des rendez-vous peuvent être fixés pendant les permanences. »

Art. 4. A l'article 22, § 2, du même arrêté, les mots « l'exercice des fonctions de coordination » sont remplacés par les mots « couvrir les charges liées aux missions de coordination ».